

Catalogne : la nouvelle dérobade de Carles Puigdemont



Barcelone est un port maritime, certes, mais ceux qui dirigeaient la Catalogne n'étaient certainement pas des marins car un capitaine n'abandonne pas son navire quand il coule.

L'ex-président de la Catalogne, Carles Puigdemont, avait prévu son départ bien avant sa mise en inculpation par la justice espagnole, c'est lamentable !

Il voulait bien se battre pour l'indépendance mais certes pas mourir pour elle, ni se retrouver derrière les barreaux.

Les Catalans, je l'espère, ont compris que c'est à un « guignol » qu'ils allaient confier leur destin. On a connu des « rebelles » bien plus courageux !

Que les Catalans n'oublient pas qu'ils avaient traité Puigdemont de « **traïdor** », quand il a eu peur, une première fois, de déclarer l'indépendance, et que ce n'est qu'après avoir « préparé » sa fuite qu'il a fait son annonce, sachant quelles en seraient les conséquences. Et qu'il s'y soustrairait !

Des élections auront donc lieu le 21 décembre. Elles seront cette fois démocratiques et tous les Espagnols, y compris ceux de souche catalane, pourront s'exprimer librement, contrairement au référendum du 1^{er} octobre.

Que l'on comprenne bien ! Il ne s'agit pas d'élections « *Pour ou Contre* » l'indépendance de la Catalogne mais uniquement pour désigner un nouveau parlement, une nouvelle direction.

L'indépendance il en sera question, ou non, plus tard, selon le résultat de ces élections.

Carles Puigdemont ne s'est pas présenté à la convocation du juge ce jeudi, il est donc plus que problématique qu'il soit présent physiquement à la tête de son parti lors des toutes prochaines élections, auxquelles il a accepté de participer depuis l'étranger, à moins que le gouvernement espagnol lui garantisse une libre circulation et liberté d'expression.

Ce serait une réponse intelligente aux élucubrations bruxelloises de Puigdemont.

Les résultats de ces élections ne font, toujours à mon humble avis, aucun doute car il ne s'agira plus d'une parodie de référendum où seuls les partisans de l'indépendance avaient pu s'exprimer librement.

La réponse est venue dimanche avec des millions « d'Espagnols » dans les rues de toutes les villes de la région, Catalans de souche ou non.

Ces millions d'espagnols devront accomplir leur devoir civique en allant voter en masse le 21 décembre car si manifester dans les rues c'est bien, voter c'est mieux car seul le résultat de ce vote compte.

Mais il en sera bien souvent question d'ici au 21 décembre !

Une décision importante s'impose pour le gouvernement espagnol : la langue officielle de l'Espagne est le « **Castillan ». Elle doit être la seule langue apprise dès la maternelle dans toutes les écoles publiques et privées, ensuite les langues régionales pourront suivre, pour ceux qui souhaitent les apprendre.

C'est là une condition *sine qua non* à l'unité du pays.

Ce n'était pas le cas en Catalogne et on peut constater le résultat déplorable de ce laxisme gouvernemental.

Il est impensable que, dans une province, aussi importante soit-elle, mais faisant partie intégrante d'une Nation, la première langue officielle ne soit pas celle de la Nation !

Manuel Gomez